



Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

Des échos sur Bichat, l'AP-HP et le monde de l'hôpital

Atchoum ! - À vos frais...

Ça y est, le doublement des franchises médicales sera mis en vigueur dès lundi. Au lieu de payer 50 centimes de notre poche la boîte de médicaments, voici qu'on devra la payer 1 euro. Doublement aussi des frais de transports sanitaires de 4 euros pour 2 avant (un doublement avait déjà eu lieu le 17 février). La belle jambe à tous les prochains malades, qui deviendront fauchés à terme... Le gouvernement nous fait les poches (ou les portefeuilles) pour combler le déficit de la Sécu à 8 milliards d'euros. Le gouvernement ne s'économise pourtant pas dans les cadeaux aux patrons : près de 200 milliards en aides et subventions !

Rappelez-vous Macron à la télé qui disait nous "responsabiliser", nous, qui "consommons trop de médecine" ? Eh bien donnons lui raison, soyons responsables et combattons ces mesures injustes.

À Gaza, l'insécurité alimentaire "catastrophique"

L'escalade de la violence de l'État d'Israël sur la population palestinienne à Gaza prend maintenant les contours d'un siège qui impose la famine sur toute la bande à plus d'1 million de gazaouis.

Et que dire du besoin absolu en matériel sanitaire ? Combien de nouveaux-nés, combien de personnes âgées ont besoin d'une prise en charge en urgence ? Ils ont bombardé soignants et patients, maintenant ils les laissent à la merci de la famine...

Face à cette situation, mobilisons nous en solidarité avec nos collègues soignants palestiniens si loin mais finalement si proches, comme le fait le collectif "Soignants pour Gaza".



SOIGNANTESPRGAZA

Véran toujours aux petits soins des plus riches

Avant d'être ministre de la santé puis porte-parole du gouvernement, Olivier Véran était neurologue au CHU de Grenoble. Mais depuis qu'il a été débarqué par Macron, le voilà qui devait se retrouver une place... et à priori plus question de faire de la médecine utile au plus grand nombre. Non ! Véran vient de se trouver une place la clinique privée des Champs-Élysées où il exercera au poste de « médecin esthétique » auprès des influenceurs, acteurs fortunés et clientèle du Golfe Persique qui fréquentent l'endroit. Mais l'ancien ministre a tenu à préciser qu'il ne s'occupera pas des prothèses mammaires. C'est sensé faire passer la pilule ?

Véran a dit qu'il ne touchera ni à des pénis ni à des fessiers, malgré cela il va pouvoir se faire des c... en or...

« Service après vente de Total et compagnie, bonjour... »

Il n'y a pas que les franchises médicales qui augmentent. C'est le cas aussi pour les franchises sur les assurances de multirisques habitation, sur les biens professionnels (de 12 à 20%) et pour l'automobile (de 6 à 9%). Pas étonnant, car sur les deux dernières années, les températures ont augmenté de 1,4°C par rapport à la période allant de 1991 à 2020, entraînant une quantité inédite de sécheresses, d'inondations et de canicules. Les assureurs vont

augmenter leurs tarifs, alors pour les décharger un peu, le gouvernement fait nos poches.

Dans le monde du travail aujourd'hui, on doit se serrer la ceinture pour assurer une voiture qu'on prend pour aller au travail et un logement où on se repose avant d'y retourner. Le gouvernement, lui, ne se préoccupe que de la continuité des affaires des assureurs. Mais la colère gronde contre lui... et les gros pollueurs.

Bravo aux collègues de Perpignan !

Le 27 mars, les collègues de l'hôpital de Perpignan se sont rassemblés pour exiger les 4000 embauches nécessaires pour faire tourner correctement leur structure, notamment le service des Urgences. Ils ont reçu le soutien des pompiers qui avaient déjà alerté sur la situation des urgences en automne, en postant sur les réseaux sociaux la longue file de brancards qui s'accumulaient devant l'entrée faute de personnels pour les prendre en charge. Voilà un exemple à suivre !

La souffrance des collègues ... et celle des étudiants en soin

Le numéro vert SPS (Soins aux Professionnels de Santé) avait été lancé en 2016 pour fournir une écoute aux collègues surmenés et démoralisés. En presque 10 ans, ses standardistes ont enregistré plus de 30 000 appels et, ces trois dernières années la part des étudiants en médecine et en IFSI a considérablement augmenté. D'après le SPS beaucoup souffriraient de « syndrome d'épuisement professionnel », plus communément appelé « burn-out » : fatigue constante, même après les périodes de repos, énervement, arrêts maladie à répétition... C'est bien de mettre un numéro gratuit à disposition pour écouter les collègues et les jeunes en formation qui craquent. Mais la cause de tout ça on la connaît : manque de moyens, surcharge de boulot, salaires insuffisants ! Et pour résoudre cela il faudra plus qu'un numéro vert !

RETROUVEZ NOS INTERVENTIONS AU MEETING DU 23 MARS
AVEC GAËL QUIRANTE POUR COMMENCER ET SELMA LABIB
QUI CLÔTURE CETTE SOIRÉE RÉUSSIE
AVEC 900 PERSONNES PRÉSENTES



APRÈS LE SUCCÈS DE 2023

EN 2024,
LA SOUSCRIPTION
CONTINUE !

OBJECTIF 300 000€
AU 1^{ER} MAI !



NOUVEAPARTANTCAPITALISTE.FR
@REVOLUTIONNAIRES_JOURNAL
@NOUVEAPARTANTIC / @NPA_JOURS

>>> PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE :
nouveupartiantcapitaliste.fr/souscription
>>> POUR PLUS D'INFORMATIONS :
souscription@nouveupartiantcapitaliste.fr